

Province de Liège

BULLETIN PROVINCIAL

Périodique

Sommaire

Pages

**N°20 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

*Arrêté de police du Gouverneur du 22 mai 2020 relatif à la fermeture
des hébergements touristiques situés en province de Liège,
abrogeant celui du 28 avril 2020.*

83

**N°20 SERVICES FÉDÉRAUX DU GOUVERNEUR – ORDRE PUBLIC –
MESURES GÉNÉRALES D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE**

Arrêté de police du Gouverneur du 22 mai 2020 relatif à la fermeture des hébergements touristiques situés en province de Liège, abrogeant celui du 28 avril 2020.



Gouverneur de la province de Liège

ARRÊTÉ DE POLICE

Le Gouverneur de la province de Liège

Vu la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et en particulier son article 5, §1^{er}, e) ;

Vu la déclaration de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) de l'état d'urgence de santé publique de portée internationale (USPPI) en date du 30 janvier 2020 ;

Vu la loi du 6 mars 1818 relative aux peines à infliger pour les contraventions aux mesures générales d'administration intérieure, ainsi que les peines qui pourront être statuées par les règlements des autorités provinciales ou communales ;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, l'article 128 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, les articles 4 et 11 ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 mars 2020, portant le déclenchement de la phase fédérale de crise concernant la coordination et la gestion de la crise du coronavirus COVID-19 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 mars 2020, modifié par les arrêtés ministériels des 3 avril, 17 avril, 30 avril, 8 mai et 20 mai 2020, portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, et particulièrement son article 8 ;

Vu le Code wallon du tourisme, l'article 1D 17° ;

Vu le décret du 23 janvier 2017 visant à promouvoir le tourisme de la Communauté germanophone ;

Vu le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale ;

Vu l'urgence et le risque sanitaire que présente ce nouveau coronavirus pour la population belge ;

Vu l'arrêté de police du 28 avril 2020 relatif à la fermeture des hébergements touristiques pendant la période de confinement décidée en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ;

Considérant le principe de précaution qui implique que lorsqu'un risque grave et potentiel ayant un certain degré de probabilité a été détecté, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures de protection urgentes et provisoires au niveau le plus approprié pour ce faire ;

Considérant la caractérisation du risque faite sur la base de la déclaration de l'OMS, particulièrement au regard de sa haute contagiosité et de son potentiel épidémique et de la recrudescence continue des cas détectés ;

Considérant que le territoire de la province de Liège compte de nombreux attraits touristiques incluant les hébergements touristiques ;



Considérant que les hébergements touristiques rentrent dans la catégorie des activités de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive ou récréative ;

Considérant que les activités de nature culturelle, sociale, festive, folklorique, sportive ou récréative sont interdites par l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 20 mai 2020 autorise :

- le séjour dans une résidence secondaire
- l'usage des caravanes déjà installées sur un emplacement fixe à la date du 20 mai 2020 ;

ARRÊTE :

Article 1^{er} – L'arrêté de police du 28 avril 2020 relatif à la fermeture des hébergements touristiques pendant la période de confinement décidée en vue de limiter la propagation du coronavirus COVID-19 est abrogé.

Article 2 – Par hébergement touristique, on entend tout type de location ayant pour vocation exclusive la villégiature, tels que par exemple : hébergements de terroir (gîtes et chambres d'hôte, airbnb, bed and breakfast, etc.), auberges de jeunesse, meublés de vacances, campings, villages de vacances.

Article 3 – Les hébergements touristiques situés en province de Liège doivent être fermés, sauf s'ils sont occupés par un résident qui l'a loué pour une durée d'au moins un an.

S'il s'agit d'une caravane, celle-ci doit avoir été installée sur un emplacement fixe à la date du 20 mai 2020 au plus tard.

Les hôtels, à l'exception de leurs restaurants, peuvent être ouverts mais ne peuvent accepter des clients pour un séjour touristique.

Article 4 – Les autorités communales et les services de police sont chargés de faire appliquer le présent arrêté.

Article 5 – Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement et sera affiché aux emplacements habituellement prévus pour les notifications officielles.

Article 6 – Le présent arrêté sera publié au Bulletin provincial et notifié sous pli ordinaire et par courriel.

1° Pour disposition :

- a) à l'ensemble des Bourgmestres de la province de Liège chargés de l'afficher sans délai aux endroits habituellement réservés aux notifications officielles ;
- b) à l'ensemble des Zones de Police locale de la Province de Liège ;
- c) à Messieurs les Directeurs coordinateurs administratifs de la Police fédérale de Liège et Eupen ;



Gouverneur de la province de Liège

- d) à la Ministre de la Fonction publique, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière ;
- e) au Ministre de la Culture, du sport, de l'emploi et des media de la Communauté germanophone ;
- f) à Messieurs les Procureurs du Roi de Liège et Eupen.

2° Pour information :

- a) à la Première Ministre ;
- b) au Ministre fédéral de la Sécurité et de l'Intérieur ;
- c) au Ministre fédéral de la Santé publique ;
- d) au Ministre-Président de la Wallonie ;
- e) au Ministre-Président de la Communauté germanophone ;
- f) au Centre de Crise national ;
- g) au Collège provincial de Liège.

Fait à Liège, le 24 mai 2020.

Hervé JAMAR



POLIZEIERLASS

Aufgrund der Konvention zum Schutz der Menschenrechte und Grundfreiheiten, insbesondere des Artikels 5 Abs. 1 Buchst. e;

Aufgrund der von der Weltgesundheitsorganisation (WHO) am 30. Januar 2020 erklärten gesundheitlichen Notlage von internationaler Tragweite (GNIT);

Aufgrund des Gesetzes vom 6. März 1818 in Bezug auf die Strafen, die bei Übertretungen der allgemeinen Maßnahmen in Bezug auf die interne Verwaltung aufzuerlegen sind, und auf die Strafen, die durch Verordnungen der Provinzial- oder Gemeindebehörden festgelegt werden können;

Aufgrund des Provinzialgesetzes vom 30. April 1836, des Artikels 128;

Aufgrund des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, der Artikel 4 und 11;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 13. März 2020 zur Auslösung der föderalen Phase hinsichtlich der Koordinierung und des Krisenmanagements in Bezug auf das Coronavirus COVID-19;

Aufgrund des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch die Ministeriellen Erlasse vom 3. April, 17. April, 30. April, 8. Mai und 20. Mai 2020, insbesondere Artikel 8;

Aufgrund des Wallonischen Tourismusgesetzbuches, des Artikels 1D 17°;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Januar 2017 der Deutschsprachigen Gemeinschaft zur Förderung des Tourismus;

In Erwägung des Vorsorgeprinzips im Rahmen der Bewältigung einer internationalen Gesundheitskrise:

Aufgrund der von diesem neuartigen Coronavirus ausgehenden Gesundheitsgefahr für die belgische Bevölkerung;

Aufgrund des Polizeierlasses vom 28. April 2020 bezüglich der Schließung der Touristenunterkünfte während des beschlossenen Zeitraums der Ausgangsbeschränkungen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19;

In Erwägung des Vorsorgeprinzips, das voraussetzt, dass die öffentlichen Behörden bei Feststellung eines ernstes Gefährdungspotenzials mit einer gewissen Eintrittswahrscheinlichkeit dringende und vorläufige Schutzmaßnahmen auf der hierfür am besten geeigneten Ebene ergreifen müssen;



Gouverneur der Provinz Lüttich

In Erwägung der auf der Grundlage der WHO-Erklärung erfolgten Risikobeschreibung, hinsichtlich der hohen Übertragbarkeit des Coronavirus COVID-19, des epidemischen Potenzials und der weiteren Zunahme der festgestellten Fälle;

In der Erwägung, dass das Gebiet der Provinz Lüttich über zahlreiche Touristenattraktionen einschließlich Touristenunterkünften verfügt;

In der Erwägung, dass Touristenunterkünfte in die Kategorie der Aktivitäten kultureller, sozialer, festlicher, folkloristischer oder sportlicher Art oder der Freizeitaktivitäten fallen;

In der Erwägung, dass Aktivitäten kultureller, sozialer, festlicher, folkloristischer oder sportlicher Art sowie Freizeitaktivitäten durch den Ministeriellen Erlass vom 23. März 2020 verboten sind;

In der Erwägung, dass der Ministerielle Erlass vom 20. Mai 2020 Folgendes gestattet:

- den Aufenthalt in einer Zweitwohnung,
- die Benutzung von Wohnwagen, die sich am 20. Mai 2020 bereits an einem festen Stellplatz befanden;

ERLÄSST der Gouverneur der Provinz Lüttich:

Artikel 1 – Der Polizeierlass vom 28. April 2020 bezüglich der Schließung der Touristenunterkünfte während des beschlossenen Zeitraums der Ausgangsbeschränkungen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19 wird aufgehoben.

Artikel 2 – Unter Touristenunterkunft versteht man jede Art der Vermietung, die ausschließlich dem Zweck der Erholung dient, wie zum Beispiel: lokale Unterkünfte (Ferienhäuser, Fremdenzimmer, Airbnb, Bed and Breakfast usw.), Jugendherbergen, möblierte Ferienunterkünfte, Campingplätze, Feriendörfer.

Artikel 3 – Touristenunterkünfte in der Provinz Lüttich müssen geschlossen sein, außer sie werden von einem Bewohner genutzt, der sie für mindestens ein Jahr gemietet hat.

Wenn es sich um einen Wohnwagen handelt, muss dieser sich spätestens am 20. Mai 2020 auf einem festen Stellplatz befinden haben.

Hotels, mit Ausnahme ihrer Restaurants, dürfen geöffnet bleiben, aber keine Kunden für einen touristischen Aufenthalt aufnehmen.

Artikel 4 – Die Gemeindebehörden und die Polizeidienste sind beauftragt, für die Anwendung des vorliegenden Erlasses zu sorgen.

Artikel 5 – Vorliegender Erlass tritt sofort in Kraft und wird an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten ausgehängt.



Gouverneur der Provinz Lüttich

Artikel 6 – Vorliegender Erlass wird im Provinzbuletin veröffentlicht und durch gewöhnlichen Brief und per E-Mail notifiziert:

1. zur weiteren Veranlassung an:

- a) alle Bürgermeister der Provinz Lüttich mit dem Auftrag, ihn unverzüglich an allen gewöhnlich für amtliche Veröffentlichungen vorgesehenen Orten auszuhängen,
- b) alle lokalen Polizeizonen der Provinz Lüttich,
- c) die Verwaltungspolizeidirektoren-Koordinatoren der föderalen Polizei in Lüttich und in Eupen,
- d) die wallonische Regionalministerin für Öffentlichen Dienst, Tourismus, Kulturelles Erbe und Verkehrssicherheit,
- e) die Ministerin für Kultur und Sport, Beschäftigung und Medien der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- f) die Prokuratoren des Königs von Lüttich und von Eupen,

2. zur Information an:

- a) die Premierministerin,
- b) den Föderalminister der Sicherheit und des Innern,
- c) die Föderalministerin der Volksgesundheit,
- d) den Ministerpräsidenten der Wallonie,
- e) den Ministerpräsidenten der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
- f) das Nationale Krisenzentrum,
- g) das Provinzialkollegium von Lüttich,
- h) die Mitglieder des provinziellen Sicherheitsbüros.

Lüttich, den 22. Mai 2020

Hervé JAMAR